

les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français



Numéro 756 - 1er octobre 2003

Prix : 0,38 €

ALSTOM :

CE N'EST PAS LA BOURSE QUI GARANTIRA LES EMPLOIS

Vite lu

Ce nouveau numéro des Nouvelles nous permettra d'aborder les grandes questions économiques, politiques et sociales sur notre département. Nous avons demandé à Michel RICA, Secrétaire départemental du PCF, son avis sur ces grandes questions, dans une interview pages 4 et 5.

Nous irons également vers Saint-Nazaire avec le dossier " Alstom " et les conséquences de la politique du groupe sur le devenir économique et de l'emploi aux Chantiers.

Nos rubriques habituelles vous guideront au gré de l'actualité sur les mauvais coups du gouvernement, sur le positionnement du Parti Communiste Français...

En page 7, vous retrouverez l'actualité des initiatives des Elus Communistes et Républicains.



Quand le Premier Ministre en personne s'installe devant les micros et caméras pour rendre publiques, les intentions du gouvernement en matière de budget de l'état pour 2004, on pourrait penser que quelque chose d'important va se passer. Ils doivent être déçus ceux qui au soir de l'annonce, font le bilan des intentions gouvernementales. En effet, rien ne laisse présager d'une quelconque variante de la politique déployée depuis l'arrivée de la droite au pouvoir. Au contraire même, ce budget malgré les résultats catastrophiques de l'équipe en place, renforce la politique libérale qui creuse les déficits publics, accroît le chômage les restructurations d'entreprises et fermetures de sites, renforce les inégalités, met à mal les services publics...

Fer de lance de sa politique, Raffarin n'a mot que pour les réductions d'impôts sur le revenu qui ne touchent qu'une partie des Français et favorise les plus fortunés. Il faut mettre un terme à cette politique qui ne permet pas de répondre ensuite aux missions de l'état et particulièrement au niveau des services publics, obligeant ensuite les collectivités et notamment les collectivités locales à augmenter taxes foncières et d'habitation pour boucher les trous que l'état a fait. Au final, cette politique aggrave les inégalités, tourne le dos aux besoins exprimés par les Français et ne diminue en rien l'imposition globale que nous supportons.

Ce même budget, en proposant d'emblée la suppression de plus de 4500 postes, démontre la volonté de la droite de s'en prendre directement aux services publics. D'ailleurs, le fait que les dotations des ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice seront ceux qui seront augmentés au détriment des autres à l'exemple de l'Équipement, illustre la ligne politique qui guide la droite : une politique libérale tournée vers la répression et non vers la réponse aux attentes formulées par la population.

Les Communistes n'entendent pas rester l'arme au pied et, dans cette situation, appellent toutes celles et tous ceux qui non seulement refusent cette politique mais veulent construire une véritable alternative à se rassembler et à agir.

EN BREF

QUE RESTE T-IL ?

Mais que va-t-il rester de non négatif de l'accord signé dans le dos des travailleurs, par la CFDT, sur les retraites après que Matignon ait annoncé la remise en cause pour l'instant, du fameux départ avant 60 ans pour les salariés ayant cotisé plus de 42 ans ? C'est ainsi que, "faute de financement", cet article de la loi (qui était le seul à aller dans le sens d'une petite avancée) ne verra son décret d'application promulgué qu'en avril, si tout va bien, au lieu de septembre. Pauvre CFDT... Il va vraiment être de plus en plus difficile d'expliquer le bien fondé de sa signature en plein milieu des actions de ce printemps dernier, pour les retraites.

DÉCROISSANCE

Bercy n'en finit pas de réviser à la baisse, la croissance en France. C'est ainsi qu'après avoir calé ses prévisions à 1,3% en juin, le Ministre du Budget a de plus en plus tendance, à regarder ses chaussures. L'INSEE parle de 0,8% et le pessimisme envahit le Ministère des Finances qui n'exclue pas un taux de 0,5%. Et dire que pendant ce temps là, Chirac et Raffarin en bons communicateurs, n'en finissent pas de vanter les bienfaits de leur politique...

CHÔMAGE

Chaque jour amène de nouvelles charrettes de licenciements qui viennent gonfler les chiffres de demandeurs d'emplois. Toujours soucieux d'expliquer que sa politique est la bonne, notre Premier Ministre et son compère, le Baron du MEDEF, ont trouvé une solution (déjà appliquée en son temps par ses prédécesseurs) : il s'agit, par différents moyens, de retirer des demandeurs d'emplois des fichiers des ASSEDIC. C'est le cas avec la suppression de l'ASS mais aussi par l'application de l'accord signé en décembre dernier qui va entraîner la perte de plusieurs mois d'allocation pour 610 000 à 856 000 chômeurs.

PAYÉ À LA TACHE

Cette méthode de rémunération allait bon train dans un certain nombre de professions à l'exemple des maçons. Aujourd'hui le gouvernement se donne 2 ans pour l'appliquer dans la fonction publique afin de mettre les salariés de l'Etat, en concurrence. Selon Jean-Pierre Delevoye ce système de rémunération permettrait de responsabiliser individuellement et collectivement les fonctionnaires et lutterait contre la "démotivation". Nul doute que les agents hospitaliers qui ont quitté leur lieu de vacances durant l'été face à la canicule apprécieront les intentions à leur égard...

POSTE : UN SERVICE PUBLIC

Ce sont 900 bureaux de poste qui devraient être supprimés en France si l'on en croit le syndicat CGT PTT. Pour Nicole Fontaine, la Ministre de l'Industrie, il ne s'agit là que d'une redistribution de la présence postale... Quand on sait qu'une partie des 14 000 bureaux a déjà été remplacée par des points poste installés chez les commerçants, on peut être légitimement inquiet de l'avenir du service public...

DE VOUS A MOI

Comment interpréter le vieux proverbe "à chaque jour mérite sa peine" quand on se réfère à la politique menée par les locataires de Matignon et de l'Élysée. En effet, il n'est plus un jour sans qu'une nouvelle disposition soit engagée contre la France d'en bas. C'est un jour le carburant qui va augmenter mais attention pas pour les "forçats de la route" non pour vous et moi, ceux pour qui la voiture grève déjà considérablement les budgets familiaux. C'est le lendemain, l'annonce de la suppression de l'Allocation Spécifique de Solidarité qui va entraîner quelque 180 000 personnes déjà en grande difficulté, à se retrouver sur le chemin du R M I. Mais c'est aussi, la Sécurité sociale qui est dans le collimateur de ces dignes représentants de la France d'en haut. Pensez-vous, la santé a un coût, la santé qui rapporte des milliards à l'industrie pharmaceutique, coûte à la collectivité. Injustice qu'il faut immédiatement corriger en mettant en place le déremboursement de centaines de médicaments, en augmentant le forfait hospitalier, en proposant une taxe sur chaque boîte de pilules... En fait, il s'agit de faire payer la France d'en bas en attendant d'engager une réforme de la Sécurité sociale qui risque, si nous y prenons garde, de ressembler étrangement à la casse d'une des plus belles conquêtes des travailleurs.

Mais suis-je mauvaise langue, notre Président (d'en haut) continue à prôner la baisse des impôts au risque même de se faire réprimander par ses amis de Bruxelles, au risque de voir les caisses de l'Etat déjà bien basses, se vider encore. Et puis parlons de cette baisse d'impôt pour toutes celles et tous ceux qui vivent dans notre pays dans des conditions de précarité, aux limites des seuils admissibles par rapport à ceux qui par de telles mesures réalisent de substantielles économies.

Vraiment, il y a quelque chose qui cloche dans tout ça. Jusqu'à quand cette politique va-t-elle continuer ? Jusqu'à quand cette France d'en haut arrogante et perverse va-t-elle quotidiennement rogner, prendre, s'attaquer à la vie, à l'existence même de ceux qui vivent comme vous et moi, c'est-à-dire de cette France d'en bas qui fait ses valeurs de notre pays ?

Oui, il y a urgence à construire une véritable alternative qui consisterait à laisser de côté la règle à calcul et de mettre l'homme au centre des préoccupations. Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui, c'est bien l'enjeu auquel nous sommes confrontés.

YC

Vous avez dit éducation nationale

Non, l'école n'est pas une marchandise et pourtant !... Selon Luc Ferry : "Nous sommes à l'âge de la mondialisation et nous ne pouvons pas faire autrement". C'est à dire pas faire autrement que :

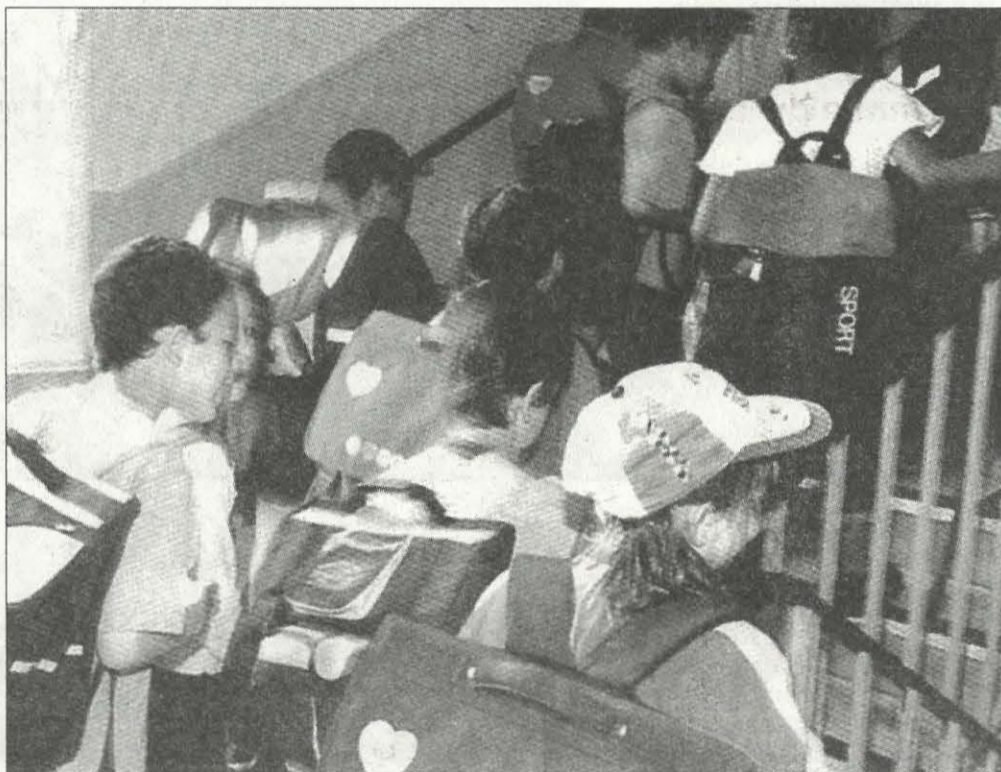
Supprimer les aides éducateurs. 23000 suppressions pour une promesse de 10000 assistants d'éducation recrutés directement par les établissements (collèges et lycées) sur décision de son Conseil d'administration. A terme, on peut penser que d'autres personnels de l'Éducation nationale pourraient être recrutés sous statut privé par les C-A. Les activités des ex-aides éducateurs sont aujourd'hui remises en question. Cela se traduit par des B-C-D (Bibliothèque et Centre de Documentation) d'écoles, vides de personnels. Pour ce qui est de la Loire-Atlantique, 112 postes d'assistants d'éducation sont à attribuer. Dérisoire ! Quand on connaît le nombre d'établissements de ce département !

Diminuer la dépense publique et le redéploiement des postes alors que l'Inspecteur de l'Académie de Nantes annonce une hausse des effectifs de 1 630 élèves dans le Public. Heureusement, la dotation de 140 postes dans le premier degré pour la Loire-Atlantique est consécutive au mouvement des instituteurs de l'hiver 2002.

Mais en France, c'est seulement 1 000 postes supplémentaires pour des effectifs en augmentation de 34 000 élèves.

Les baisses de crédits font aussi de la formation continue des enseignants un secteur sinistré.

Casser l'école maternelle. C'est surtout en maternelle qu'il va falloir prévoir des postes supplémentaires en



raison de l'effet "baby boom". Mais, Luc Ferry n'a-t-il pas déclaré que "les enfants de 2 ans n'ont pas leur place à l'école". D'ailleurs, les directeurs(trices) ont reçu de l'Inspection académique un courrier leur indiquant le quota à ne pas dépasser pour les 2 ans. Cela se traduit déjà par une chute sensible du taux de scolarisation des deux ans : 32% en 2003 pour 35,7 % en 2000.

Favoriser les établissements privés. Luc Ferry affirme que "l'enseignement privé sous contrat fait totalement partie du service public. Les programmes sont des programmes nationaux. Le recrutement et l'inspection des professeurs sont assurés par nous". Assuré par lui aussi le fait que désormais l'Etat paiera non seulement les salaires des enseignants des établissements privés (ce qui est le cas depuis la loi Debré de 1959) mais également leurs charges sociales jusqu'à présent à la charge des établissements privés.(projet de loi sur la décentralisation).

Et la liste est encore longue !

Mais somme toute ce qui compte pour Luc Ferry, c'est : "Enraciner les valeurs profondes de la République"...

La fête, la foule



Il y a ceux qui croient en la Fête de l'Humanité et ceux qui n'y croient pas. Ceux qui ont fait le pari de l'engagement militant et de l'audace populaire, s'activant chaque année à préparer le succès d'un rendez-vous inégalable et qui ont pu, tout le week-end de cette mi-septembre, goûter le résultat de leurs efforts, savourer le bouquet de ce formidable cru de l'édition 2003. Plus de 500 000 participants, une envie mêlée de fête et de politique, déçue par les mouvements sociaux du printemps dernier et les actions menées contre la politique de Chirac et Raffarin.

La démocratie et la politique sont malades nous rabâchent les médias. Les Français, et la Fête de l'Humanité en a été l'illustration, veulent faire de la politique autrement. Ils veulent débattre, construire, participer, s'engager et non faire de la politique politicienne. Les deux cents débats qui ont rythmé la Fête, sont là pour le démontrer ainsi que les 1 435 adhésions recensées.

Avenue du Tarn...

Face au stand des Pyrénées-Orientales, à côté de celui du Vaucluse, le dorénavant célèbre bateau de la Loire-Atlantique attire toujours la curiosité des visiteurs. Fleuri à souhait, le devant du stand donne, grâce à la pièce d'eau au milieu du sable, une réelle sensation de fraîcheur. Certains visiteurs n'hésitent pas à y déposer une pièce de monnaie comme dans les fontaines italiennes. Pour d'autres, c'est la pause photo à l'exemple de ce couple de japonais qui nous demande de fixer cette rencontre, sur la pellicule.

Sur le petit pont de bois permettant l'accès au stand "les clients" commencent une queue qui sera ininterrompue du jeudi midi au dimanche. Des habitués de la dégustation de fruits de mer, qui reviennent inlassablement tous les ans mais aussi de nouveaux "clients" qui ont entendu parler de la qualité de la carte gastronomique qui est proposée.

Les quelque soixante camarades qui participent à la vie du stand sont là, à leur "poste de travail". Certains prennent sur leurs congés pour être là, les premiers sont arrivés dès le lundi avant la Fête pour monter le stand et ne repartiront que le lundi suivant. D'autres sont partis en car dans la nuit du vendredi et repartiront le dimanche soir. Tous s'activent en cuisine, à la vaisselle, à ouvrir les milliers d'huîtres, à déboucher les centaines de bouteilles de Muscadet qui seront dégustées ou s'appliquent au service des plateaux de fruits de mer, des soles ou des assiettes du pêcheur.

Devant le stand, l'équipe de renforcement ouvre la discussion avec les passants. Un débat riche et fructueux puisqu'au soir de la Fête, ce sont 56 adhésions au Parti Communiste qui seront réalisées et 6 abonnements au journal l'Humanité.

Un bon cru, cette édition 2003 de la Fête de l'Humanité qui tombe à point nommé pour montrer que l'utopie d'un rassemblement transformateur n'est pas un rêve inaccessible.

Les lèves tôt de l'anticommuniste

La Fête de l'Huma avait à peine fermé ses volets que les militants trotskistes de Lutte Ouvrière, fâchés de l'importance de l'événement, crachaient leur venin à la porte des Chantiers de l'Atlantique.

C'est ainsi qu'ils distribuèrent, dès le lundi matin, un tract dont l'ensemble du recto, était consacré à l'événement politique du week-end.

On peut ainsi lire dans la prose "des défenseurs du monde opprimé par le capital" que le PCF reste capable de réunir des centaines de milliers de participants à la Fête de l'Huma et que, malgré les déboires électoraux le Parti Communiste peut susciter cet énorme dévouement bénévole.

Une fois dit cela qui n'est qu'une banalité car qui d'autres que les Communistes sont en capacité de construire un tel rassem-

blement, "les amis du monde du travail" lâchent les fauves. Une page entière sans aucune construction politique, sans aucune proposition, sans le moindre mot sur la politique du gouvernement, sans la moindre allusion au monde du travail, rien si ce n'est un plaidoyer digne des plus sévères "avocats généraux" contre le Parti Communiste. Vraiment cette page signée d'Arlette Laguiller, témoigne de cette farouche volonté des trotskistes d'avoir comme cible et comme seule cible les Communistes.

Chacun choisit son camp et pour nous, cela s'est confirmé encore lors de la Fête de l'Huma, ce ne sera pas ce chemin là que nous prendrons mais celui d'une démarche politique constructive et rassembleuse...

La machine à exclure

La machine à exclure, animée par le MEDEF et le gouvernement Raffarin tourne à plein régime.

Au terme d'un avenant à la convention UNEDIC, signé en décembre dernier par le MEDEF et trois organisations syndicales minoritaires (CFDT, CGC, CFTC), 250 000 personnes dès le 1er janvier 2004 et jusqu'à 370 000 chômeurs d'ici fin 2005, vont être exclus des ASSEDIC. Un tiers des chômeurs en fin de droit va tomber au RMI, un tiers n'aura droit à rien et un tiers sera indemnisé par l'ASS.

Le RMI, devenant RMA au premier janvier 2004, revenu minimum d'activité très largement restrictif, va lui aussi accroître la misère des plus pauvres et leur nombre.

Ces dégradations du traitement de ceux que l'on prive d'emploi n'étant pas jugé suffisantes, la dernière trouvaille des Raffarin & Co va y pourvoir : en effet, la réforme de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), va soustraire aux chômeurs de longue durée, 150 millions d'euros d'indemnités en 2004 et 500 millions d'euros en 2005. Actuellement cette ASS est versée à 20 000 chômeurs mais le nombre des exclus de l'indemnisation UNEDIC va exploser l'an prochain à 150 000 voire 250 000 selon les sources. Et pour faire d'une pierre deux (mauvais) coups, on limite à deux ans le bénéfice de l'ASS auparavant sans limite de durée.

Hier : les retraites, le régime indemnitaire des intermittents du spectacle, le déremboursement de plus de 600 médicaments, aujourd'hui, les indemnités de chômage, demain les remboursements de Sécurité sociale, la taxation du livret A et de l'épargne populaire. Toujours la même logique en œuvre contre les salariés : travailler plus, être moins payés, moins protégés, avec moins de droits pour se défendre. Le pouvoir d'en haut tape sans arrêt sur le travail d'en bas.

Et toujours la grosse caisse médiatique assommante, culpabilisante, pour opposer les uns aux autres, le public au privé, le malade au médecin, l'actif au chômeur, le jeune au vieux, le Français à l'immigré, l'inclus à l'exclu, etc.

Dans la phraséologie libérale, le travail est un coût ; la maladie, une charge ; la vieillesse, une évolution insupportable ; l'école, un boulet ; les droits, des privilèges ; les services publics, un archaïsme ; la solidarité, de l'idéologie ; mais les profits, un bienfait !

S'agissant des indemnités de chômage, il est indispensable de monter le niveau des ripostes et des mobilisations pour faire échec aux décisions inhumaines prises depuis plusieurs années à travers la dégressivité, le raccourcissement des périodes indemnisées, l'allongement des périodes de travail ouvrant droit aux indemnités et cette dernière mesure en date touchant le bénéfice de l'ASS.

*** AMBULANCES NAZARIENNES**

BRIERE SERVICES

Urgences 24 h/24

TAXI* - AMBULANCES - VSL
AUTOCAR
LOCATION DE MINIBUS

TRIGNAC*
33 rue Marcel Sembat
ST NAZAIRE
70 bis rue de Trignac

Tél. 02 40 45 95 00

Renseignements administratifs :
02 40 45 95 04

MONTOIR - ST JOACHIM*
15 rue J. Jaurès

INTERVIEW

Nous avons rencontré Michel RICA, Secrétaire départemental de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF avec qui nous nous sommes entretenus des questions d'actualité. Quelle analyse de la situation sociale et politique ? Quel positionnement du PCF dans le département ? Quelle stratégie à la veille d'échéances électorales importantes ?



NLA : Canicule, catastrophe sanitaire, mouvement des intermittents, l'été 2003 aura été particulièrement sensible. Quelle appréciation portes-tu sur cette actualité et d'une manière plus précise sur la politique du gouvernement ?

Michel RICA : D'abord, je voudrais dire combien les effets des politiques libérales qui ont trop longtemps prévalu dans notre pays, peuvent produire des situations dramatiques comme celle que nous avons connue avec les victimes humaines de la canicule. C'est une véritable

catastrophe sanitaire, sans précédent, qui a révélé pour beaucoup ce que nous dénonçons depuis des années : l'absence de moyens suffisants dans les hôpitaux, les maisons de retraite. Or, c'est au nom du libéralisme le plus débridé que le gouvernement Raffarin accentue sa politique en annonçant une réforme de l'assurance maladie dans le droit fil de la logique de la réforme des retraites. A terme, c'est de la remise en cause du remboursement par la Sécurité sociale de nombreux soins dont il s'agit.

La situation de l'emploi est tout autant préoccupante. L'accentuation des licenciements et des fermetures d'entreprises – comme l'annonce récente de la restructuration d'Eurofins, société spécialiste d'analyses biologiques implantée à Nantes qui se traduira par la fermeture de 25 des 62 laboratoires du groupe d'ici 2005 – est révélatrice d'une politique directement dictée par le MEDEF et participant d'une véritable adaptation de notre pays au capitalisme mondialisé. L'intervention de l'Etat dans le renflouement d'Alstom dont ici les Chantiers de l'Atlantique sont une filiale, est également révélatrice d'une politique refusant d'affronter la question de la pérennité de la construction navale et laissant au marché le soin de "réguler" la filière maritime. On peut d'ailleurs s'inquiéter d'une commande confiée à la Corée au détriment de nos chantiers qui par ailleurs licencient des emplois de sous-traitance ou traitent certains de ces salariés (indiens, pakistanais, roumains...) en véritables négriers.

Dans le même temps où nous assistons à cette offensive de la droite, se sont développés les mouvements sociaux du printemps et de cet été, je pense bien sûr au mouvement contre la réforme gouvernementale des retraites mais aussi à celui des enseignants ou des intermittents. Il y a là une volonté de riposte populaire qui montre que Chirac et Raffarin n'ont pas les coudées aussi franches qu'ils l'espéraient. Le rassemblement du Larzac en a été la manifestation cet été.

NLA : Précisément, comme tu le dis, si le mouvement social n'a pas marqué le pas, quelle place le PCF y tient-il dans le département et quelle analyse fais-tu de la distanciation des acteurs des mouvements sociaux avec la politique ?

M.R. : Il est très important que les mouvements sociaux s'intensifient. Comme l'ont souligné les enseignants lors de la rentrée scolaire, rien n'est résolu des problèmes posés même si le gouvernement a parfois dû reculer – je pense à la réforme des universités –. Les communistes y sont non seulement à l'aise, mais ils sont souvent bien identifiés comme étant porteurs de propositions largement convergentes avec les aspirations exprimées. Cela a été le cas dans le mouvement sur les retraites et je crois que c'est encore vrai aujourd'hui avec le mouvement des intermittents. Que ce soit sur la question du statut de ces professionnels du spectacle et de la culture ou sur celle de leur régime d'indemnisation chômage, les Communistes, leurs élus, sont les seuls non seulement à soutenir le mouvement et à respecter les formes d'actions qu'il adopte, mais aussi à porter aujourd'hui comme hier – car malheureusement la négociation du régime d'indemnisation des intermittents ne date pas du gouvernement Raffarin – des propositions de nature à garantir "l'exception culturelle française".

Pour autant, il est évident que le fossé entre ces mouvements sociaux et les forces politiques de gauche existe toujours même si, paradoxalement, il y a une recherche de réponses politiques. Il perdure parce que certains à gauche continuent à refuser de tirer tous les enseignements du 21 avril 2002 mais aussi parce que, à mon avis, il y a un doute persistant dans la capacité des "politiques" non seulement à résister à la dérive libérale mais aussi à porter un véritable projet alternatif porteur d'espoir à gauche. Enfin il peut y avoir l'illusion que "la rue" suffirait en soi en faisant pression sur le pouvoir, certains, particulièrement à l'extrême gauche, refusant toute construction politique de nature à poser la question d'une alternative au pouvoir de la droite.



NLA : Quelle est la spécificité de l'intervention communiste, quelles initiatives le PCF entend-il prendre dans le département ?

M.R. : La riposte aux choix politiques gouvernementaux, notamment en matière de privatisations (EDF/GDF...) mais aussi d'emploi, de développement nécessitent un Parti communiste à l'offensive. C'est l'état d'esprit dans lequel nous sommes. C'est le sens de notre participation aux mouvements sociaux, au rassemblement du Larzac ou encore aux manifestations organisées à l'occasion de la conférence de Cancun pour dénoncer la dictature des marchés orchestrée par l'OMC. C'est aussi le sens de la bataille que nous avons engagée pour le développement de nos infrastructures régionales avec la réalisation d'un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes. C'est pourquoi le PCF dans notre département aborde cette rentrée en multipliant les initiatives de rencontres de proximité avec les citoyens. Le succès de notre fête départementale en juin dernier, la disponibilité de nombreux citoyens à débattre des questions politiques, au sens noble, montre qu'il y a besoin de multiplier les lieux de rencontres, de débats. Les assemblées générales de militants qui se tiennent actuellement visent précisément à prendre des initiatives en ce sens.

Ces initiatives ont un triple objectif : contribuer à amplifier le rôle politique que les gens subissent ; mettre en débat des propositions capitalistes, de nature à répondre aux aspirations populaires ; mettre l'alternative politique et des alliances électorales.

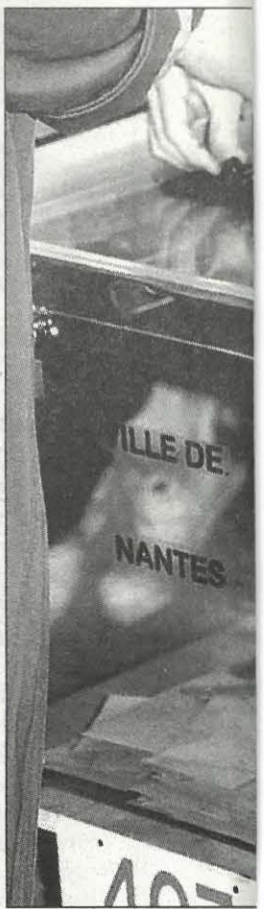
NLA : En 2004 auront lieu plusieurs rendez vous électoraux : régionales en mars, les européennes en juin. Quelle est la démarche électorale et quelle stratégie politique sera la sienne ?

M.R. : Selon nous, la gauche ne saurait faire l'économie d'un vrai débat sur le contenu de choix politiques anticapitalistes et sur les formes nécessaires pour y parvenir. La question des alliances électorales est cet impératif mais aussi des spécificités et des enjeux de chacune.

Ainsi concernant les élections cantonales, les choses sont relativement simples au scrutin majoritaire à deux tours où "chacun se compte" il est évident que nous irons sur des listes distinctes dans notre conseil départemental. Les Communistes sont actuellement en position de force.

S'agissant des élections européennes de juin, notre parti, au plan national, a fait une démarche d'ouverture avec le souci de porter à cette occasion avec le rôle de l'Europe sur les questions de la paix, les aspirations du mouvement social – il semble évident que nous irons sur des listes distinctes dans les départements français puisque, cette fois, notre pays sera découpé en huit circonscriptions régionales des Pays de la Loire formant avec la Bretagne et le Poitou-Centre-Vendée.

Enfin, concernant les élections régionales qui seront couplées avec les municipales, nous entendons prendre en compte à la fois la réalité des contraintes de la nouvelle loi électorale et le besoin de pousser notre réflexion sur les enjeux pour la gauche, le besoin de cohérence avec la recherche d'une construction politique alternative. Lors de la précédente élection, en 1998, nous avions fait en Loire-Atlantique liste commune avec l'ensemble des autres forces de gauche (PS, Verts, PRG, et MDC). Cela nous avait permis d'avoir 2 élus parmi les 12 élus de gauche du département. A aucun moment au cours des cinq dernières années le fait d'avoir fait liste commune n'a neutralisé notre intervention. Bien au contraire, sur tous les grands enjeux régionaux, l'apport des conseillers régionaux communistes a pu être identifié, être utile au mouvement social dans notre département, je pense notamment aux enjeux du développement portuaire et des infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires. Le nouveau mode de scrutin pour cette élection est proche de celui que l'on connaît pour les municipales. Seules les listes (régionales et non départementales cette fois) ayant obtenu 5% des exprimés au 1er tour pourront négocier leur présence sur une autre liste au 2ème tour et pouvoir ainsi avoir des élus ! C'est avec tous ces éléments de réflexion que les Communistes se prononceront d'ici la mi-octobre sur notre stratégie électorale.





au de la riposte aux choix
alternatives, de gauche, anti-
en débat la question de l'al-

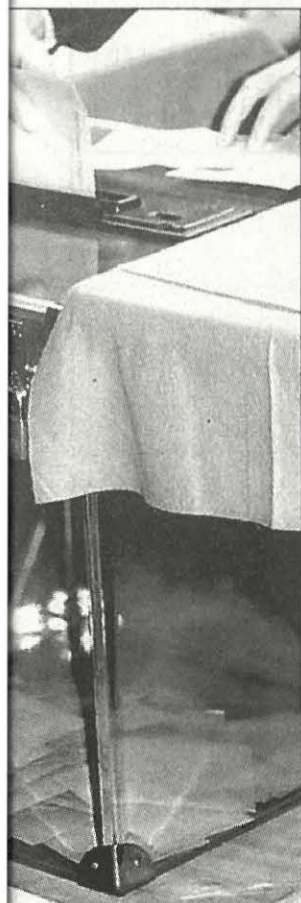
es élections cantonales et
he du PCF pour préparer

at de fond avec les citoyens
de la construction politique
et tenir compte à la fois de
s élections.

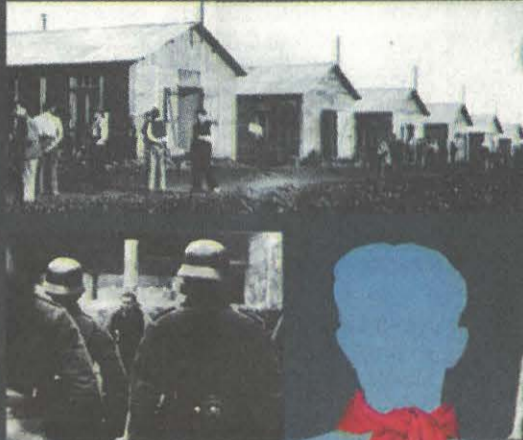
nt simples : dans une élec-
important que le PCF pré-
nent. C'est ce qu'a décidé
consultés pour leur désigna-

ional, les prépare dans une
orce les questions sociales,
vement alter mondialiste.
r rapport notamment au PS
acune des grandes régions
criptions régionales, la
rentes une circonscription.

es cantonales en mars, nous
nous sont imposées par la



62^e anniversaire de la fusillade de Châteaubriant



LA MEMOIRE DE L'AVENIR

Évocation écrite et mise en scène par **Alexis Chevalier**
avec la collaboration de **Jean-Claude Baron**.
Une réalisation du **Théâtre Messidor**.
Avec la participation de :
Sophie Mignot accompagnée de **Robert Suhas**,
Dany Coutan, la **Chorale Méli-mélo**
des jeunes des établissements scolaires publics
et **40 comédiens et comédiennes amateurs**
du Pays de Châteaubriant.
Régie générale :
Olivier Mignot.
Sonorisation :
Eurolive.

**Le 19 octobre 2003
à 14 heures**

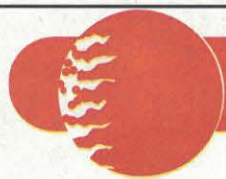
Rassemblement :
Rond-point Fernand Grenier.
Défilé :
jusqu'à la Carrière des Fusillés.

À 13 heures, à Choisel :
départ du "**Défilé de la mémoire**"
avec les enfants CM1-CM2 des écoles
du Pays de Châteaubriant.

- Sous la présidence
de **Madame Odette Niles**,
présidente de l'Amicale,
- de **Monsieur Alain Hunault**,
maire de Châteaubriant.
- Allocutions
- de **Monsieur Patrick Le Hyaric**,
membre du bureau exécutif
du Comité national du PCE,
- de **Monsieur Raymond Saulnier**,
membre du Bureau national
de l'ANACR,
- d' **un représentant du
Gouvernement**.



Amicale de Châteaubriant - Voves - Rouillé



ALSTOM ET MAINTENANT



du groupe et notamment de sa branche navale. Une telle situation, si elle se confirmait, ferait que non seulement le gouvernement avec l'accord de Bruxelles, laisse le champ libre à la direction d'Alstom dans les choix de stratégie mais apporte sans contrôle l'argent nécessaire pour ensuite licencier. C'est d'ailleurs la crainte exprimée par les Communistes qui voient dans ce plan " l'impuissance du capitalisme à assurer le développement d'un projet industriel, la nécessité d'une loi sur le statut des grandes entreprises et l'appropriation démocratique des entreprises en accordant le droit aux salariés d'intervenir dans la gestion. "

Menaces sur la construction navale ?

Le plan de sauvetage du groupe annonce des restructurations en son sein et notamment la possibilité de nouvelles dispositions concernant la branche marine. L'inquiétude est grande aux Chantiers navals de Saint-Nazaire où les réactions sont nombreuses et vives. Alors que les négociations s'engageaient à Bruxelles, les Communistes de la ville et de l'entreprise battaient le pavé du terre-plein de Penhouët à la rencontre des salariés. C'est ainsi que plus de soixante journaux " l'Humanité " contenant 5 pages spéciales sur Alstom ont été vendus.

De leur côté, les organisations syndicales se positionnent. Pour Christian Duval, Secrétaire du syndicat, la question posée est " **quelle politique industrielle va développer Alstom ?** ". **On ne voit pas comment Alstom pourrait laisser tomber son secteur "marine", rappelle le syndicaliste quand on sait qu'il ne lui a pas coûté un centime mais au contraire lui a permis de renflouer ses caisses. La question, poursuit le représentant syndical, est surtout de savoir quelle est la politique des pouvoirs publics sur les questions industrielles. Le marché de la croisière a augmenté de 26,3% depuis le 1er janvier 2001 alors que le carnet de commandes est vide. Les pouvoirs publics, conclue Christian Duval, doivent prendre leurs responsabilités. "**

Les Communistes de la région nazairienne ont décidé quant à eux d'engager de nouvelles actions et doivent éditer prochainement un document sur le sujet. Nous reviendrons dans nos futures éditions sur ce dossier, structurant pour l'emploi et le développement industriel du bassin de Saint-Nazaire mais au-delà, du département et de la région.

Après les différents rebondissements concernant " le sauvetage " du groupe industriel, la question est maintenant posée de l'avenir de l'entreprise et des 118 000 emplois. Si Bruxelles accepte les propositions du gouvernement français sur le montage financier de l'aide accordée afin d'éviter le naufrage du groupe, de nombreuses questions restent en attente de réponses et notamment celles de la stratégie d'Alstom et des répercussions pour l'emploi.

Dans l'immédiat, si le dépôt de bilan est provisoirement écarté, l'avenir du groupe et des 118 000 emplois n'apparaît pas pour autant garanti. A la vue des premières déclarations d'Alstom et des représentants du gouvernement, rien ne laisse penser que les stratégies futures rompront avec celles qui ont conduit à cette situation. Interrogé à plusieurs reprises, le Ministre des Finances a réitéré sa confiance dans le management d'Alstom ce qui signifie qu'en aucun cas l'état n'interviendra pour modifier les orientations de l'entreprise. Pire : en ajoutant qu'il faudra vraisemblablement que le groupe se restructure, le Ministre des Finances donne en quelque sorte, son feu vert pour de nouvelles suppressions d'emplois voire l'éclatement

ELECTIONS REGIONALES : LA NOUVELLE LOI

Les Conseillers régionaux sont élus pour six ans au scrutin de liste. Alors que, jusqu'à présent, la proportionnelle par liste départementale était le système électoral en vigueur pour les régionales, la nouvelle loi a modifié ce système. Ainsi, le nouveau mode de scrutin combine les règles des scrutins majoritaire et proportionnel, en un ou deux tours, sans panachage ou vote préférentiel.

Les listes sont déposées au niveau régional, mais les candidats sont répartis entre les départements (on parle de " sections départementales ") constituant la région. Le nombre de sièges à attribuer pour chaque liste est calculé globalement au niveau régional, puis réparti entre les sections départementales en fonction du nombre de suffrages obtenus dans chaque section.

Si une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, elle obtient le quart des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages. Sinon, il est procédé à un second tour la semaine suivante.

Seules les listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés au 1er tour, peuvent se maintenir et éventuellement fusionner avec les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages.

ROLE DU CONSEIL REGIONAL

Avec la décentralisation, la région s'est vue reconnaître de nouvelles attributions. Après chaque élection, le Conseil régional élit un président, qui assure les fonctions d'exécutif régional. Le Conseil élabore et approuve le plan régional. Il détermine les objectifs à moyen terme du développement économique, social et culturel de la région. La région peut octroyer certaines aides directes ou indirectes aux entreprises concourant au développement régional et à l'emploi, telles que, la prime régionale à l'emploi, la prime régionale à la création d'entreprises... Elle peut aussi intervenir pour aider les entreprises en difficulté. La région élabore les programmes et actions en matière de formation professionnelle et apprentissage. En matière d'enseignement, la région a la responsabilité de l'équipement et du fonctionnement (non pédagogique) des lycées, établissements spécialisés....

LE CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE

L'Assemblée régionale compte 93 membres répartis en proportion de la population de chaque département :

Loire-Atlantique : 31 - Maine-et-Loire : 21 - Mayenne : 9 - Sarthe : 16 - Vendée : 16

Depuis le scrutin de 1998, les sièges se répartissent ainsi par formation politique :

PCF : 6 (5 élus en 1998, le 6ème est entré en cours de mandat) - PS : 19 - Verts : 7 - LO : 1 - CPNT : 3 - UMP : 50 - FN : 3 - MNR : 4.



PROCES DES 42

Le Collectif "Procès des 42" organise un colloque universitaire le samedi 8 novembre 2003 à la Faculté de sociologie de Nantes à partir de 9h30.

Le prix d'entrée est de 5 € (gratuit pour les scolaires et étudiants).

Pour tout renseignement s'adresser à J. Busson 02 40 12 16 12 ou email comitesouvenir44@wanadoo.fr

Si vous voulez plus de précisions ou faire un article, je suis à votre disposition : Guy Haudebourg, 5 place des Fraîches 44120 Vertou mais le plus simple est par courrier électronique.

Guérilla urbaine et répression anticommuniste. Paris-Nantes (1941-1943)

Programme

Didier Guyvarc'h : La question de la mémoire de la Résistance à Nantes

Denis Peschanski : Militants communistes contre Brigades spéciales (Paris 1941-1944)

Guy Haudebourg : Le PCF en Loire-Inférieure (1941-1943)

Franck Liaigre : Les FTP nantais (1941-1943)

Carlos Fernandez-Fabien Garrido Vidal : Les guérilleros espagnols dans l'Ouest de la France

Jean-Marc Berlière : Les polices contre les FTP et les communistes (Paris, Nantes)

André Kirschen : Les procès parisiens de 1942 (Palais Bourbon et Maison de la Chimie)

Serge Defois : Les procès de l'année 1943 : procès des 42, procès des 16 et procès d'Angers.

Table ronde avec les participants et les familles des victimes : les difficultés de la mémoire

**DONNER DU SENS AU CONGRES
DES ELUS COMMUNISTES ET REPUBLICAINS**

Les 3, 4 et 5 octobre prochains, aura lieu à Marseille le Congrès de l'ANECR (1). Près d'un millier d'élus y participera. Une délégation de notre département sera désignée en Assemblée générale réunie à Nantes le 24 septembre 2003.

Dans le contexte économique et social actuel en déclin (emploi, santé, retraite, sécurité sociale, école, culture...) la place des élus prend une nouvelle dimension pour être dans leur rôle actif auprès de ceux qui souffrent, de ceux qui luttent, contre les conséquences d'une politique libérale (nationale et internationale...) débridée.

Que nous soyons dans la majorité ou l'opposition, à tous les niveaux de responsabilités, conseils municipaux, communautés de ville, conseillers départementaux ou régionaux, les initiatives de résistance, les propositions se développent.

Le Congrès de l'Association doit dynamiser ce rôle par l'échange d'expériences et d'analyses afin de mieux comprendre pour mieux agir, notamment :

- Sur les effets de la désindustrialisation.
- Pour répondre à la demande sociale croissante alors que les contraintes budgétaires sont rendues plus aigües par l'effet combiné des désengagements de l'état et des suppressions d'emplois.
- Sur l'ampleur de l'évolution sociologiques (exclusions, logement, chômage...)



- Pour élaborer des propositions pertinentes et durables...

Bref, tout cela nécessite un développement de la démocratie pour permettre une expression citoyenne vraie par le dialogue, la consultation, l'association, être bien avec la vie et ses réalités, et travailler dans la transparence.

Ces conditions ne sont-elles pas décisives pour redonner confiance dans l'action et dans le rôle utile des élus ?

C'est de toutes ces questions qu'il va falloir débattre. Elles donnent le sens au Congrès de Marseille.

Michel LUCAS, Maire adjoint de Couëron, Membre du Conseil national de l'ANECR

(1) ANECR : Association Nationale des Elus Communistes et Républicains

BREVES

Communauté Urbaine

Le groupe communiste des élu(e)s de la Communauté Urbaine de Nantes (CUN) est à présent installé dans ses nouveaux locaux, l'immeuble MAGELLAN, 5, rue Vasco de Gama près de la Cité de Congrès à Nantes.

Ses collaboratrices, Véronique OLIVIER et Marie-Annick BENATRE sont à votre disposition au 02 40 99 92 76.

Agglomération Nantaise

Les élu(e)s communistes municipaux et communautaires de l'agglomération nantaise vont s'engager dans les semaines et les mois à venir à la construction de projets concernant le PLH (Plan local de l'Habitat) et les PLU (Plan locaux d'Urbanisme).

CARENE

Les élus Communistes et Républicains de la CARENE ont proposé d'élaborer un projet durable et global de transports collectifs ouvrant la possibilité d'envisager une augmentation du Versement Transport. Dès le mois d'octobre 2003, des propositions seront présentées pour constituer le Plan de Déplacement Urbain (PDU), étape indispensable pour une prise en considération par l'Etat d'un projet. Cette prise en considération conditionne la possibilité d'augmenter le taux du versement Transport de 1 à 1,75%.

AGENDA

Le bilan d'activités de la CARENE pour l'année 2002 sera présenté à tous les élus des 10 communes de la communauté, le mardi 16 septembre 2003, Salle Jean-Bart à Saint-Marc à 19h30.

La prochaine réunion du Conseil de la CARENE aura lieu le mardi 7 octobre 2003 à la Mairie de Saint-Nazaire.

La prochaine réunion du Conseil de la CUN aura lieu le vendredi 10 octobre à la Cité des Congrès, à Nantes.

● PORTRAIT : Chantal Beyer

Adjointe au Maire à l'Environnement et à la Communication à Montoir de Bretagne : 6 400 habitants. Agglomération nazairienne.

Joël CORPARD : "Chantal, comment une femme peut-elle arriver à assumer à la fois sa vie professionnelle et familiale et une fonction de maire adjointe ?"

Chantal BEYER : "Il n'y a pas de secret, c'est beaucoup de travail. Je pense aussi qu'il est très important d'avoir la complicité de son conjoint. Un véritable statut de l'élu me permettrait peut-être de consacrer un peu plus de temps à mon mandat, et certainement dans de meilleures conditions."

J.C. : "Tu es une militante communiste. Est-ce que d'assurer un mandat électif comme le tien peut-être aussi considéré comme du militantisme ?"



C.B. : "Oui, puisque mon indemnité d'adjointe est reversée au Parti et que je n'assume pas ce mandat en me disant que je vais gagner quoi que ce soit !"

J.C. : "Tu as en charge, entre autres, les problèmes de l'environnement. Com-

ment, sur une commune comme Montoir, qui se développe notamment grâce au trafic portuaire, peut-on aborder ces questions environnementales ?"

C.B. : "Il n'est pas toujours facile de parler de ces questions dans le contexte où nous sommes actuellement. A Montoir, cité plutôt industrielle, c'est un équilibre fragile et certaines entreprises ne jouent pas toujours le jeu. Pourtant, il nous faut savoir concilier à la fois environnement et économie, et pas l'un au détriment de l'autre".

J.C. : "Il paraît que le dimanche matin, tu es une fidèle du marché de Saint-Brévin, de l'autre côté de la Loire ?"

C.B. : "Ah oui, c'est pour moi une véritable bouffée d'oxygène ! Ce marché avec ce bain de foule me fait penser aux marchés de Provence et aux vacances."

Ça se passe chez nous

Agenda



27 et 28 septembre : Réunion du Conseil national

29 septembre : Réunion du Comité départemental à Nantes

8 octobre à 18h00 : Assemblée générale des communistes à Nantes

8 octobre : Assemblée générale des communistes du Pays de Retz

8 octobre : Réunion du Comité local de la Section de Rezé Sud Loire

9 octobre : Assemblée générale des communistes de la Brière

Vendredi 17 octobre à 17h30 : Veillée du Souvenir au Monument des 50 Otages à Nantes

Dimanche 19 octobre à 14h00 : 62ème Commémoration des Fusillades de Châteaubriant

27 octobre à Savenay : Assemblée générale des communistes de la Basse Loire

Convivialité et spectacle au rendez-vous de la Fête du Cheval aux Sorinières

Pour sa première édition, la Fête du Cheval organisée par le Comité "Loire et Sèvre" du Parti Communiste Français a attiré près de 500 personnes. Le public a été séduit par l'exposition "Le cheval à travers les âges". Un débat sur la ruralité a rassemblé une centaine de personnes avec la participation d'André Lajoinie. Débat sur lequel

nous reviendrons dans notre prochain numéro des Nouvelles.

L'après-midi, le public a beaucoup apprécié les 4 heures de spectacle de "L'Etrier picotin" durant lequel, le baptême du cheval a été un véritable succès tout comme le ski sur l'herbe. Deux calèches assuraient la promenade des enfants et même "des grands". Une grande et belle journée tant au niveau culturel que du spectacle et de la politique, où une adhésion au PCF et 4 abonnements à l'Humanité ont été réalisés.

La journée s'est terminée dans la bonne humeur et la convivialité.



Résultat de la souscription :

N° 625 : Une location dans les Pyrénées
N° 777 : Une télévision 36cm
N° 765 : Une Mini-chaîne
N° 300 : Une radio cassette
N° 1486 : Un perforateur 3 fonctions
N° 284 : Une scie circulaire
N° 1012 : Une pendule murale
N° 001 : Un service à verre
N° 668 et 907 : Une composition florale
N° 639 et 1844 : Un napperon
N° 1742 : 3 bouteilles de Muscadet
N° 629 et 986 : 2 bouteilles de Muscadet
N° 1883 : Une bouteille de Muscadet
N° 840 et 072 : Une balayette de ménage



Assez de mépris

Si construire des navires signifie presser le citron jusqu'à la dernière goutte et ensuite le jeter, nous ne sommes pas de cette partition. C'est pourtant ce qui se passe aux Chantiers de Saint-Nazaire où, le jour où le Queen-Mary 2 part pour ses premiers essais en mer la, maintenant célèbre, entreprise de sous traitance AVCO décide de déposer son bilan.

Justement, parlons du bilan de ces "négriers modernes" qui, avant tout, cherchent par le biais d'une exploitation d'un autre temps, des salariés qu'elle embauche, à gagner le maximum d'argent. Ne dédoublons pas dans le même temps la Direction des Chantiers qui, concluant des accords avec ce genre d'entreprise, sait pertinemment bien que ce seront les salariés qui feront les frais de l'opération.

Les résultats de telles politiques sociales sont désastreux tant pour les hommes que pour l'image de l'entreprise. Le nombre de conflits sociaux, la nature de ceux-ci, ne peuvent laisser sans réaction. Nous avons tous en mémoire, entre autres, la grève des travailleurs roumains à qui des sommes très importantes pour eux, avaient été soutirées pour venir travailler en France. Nous avons devant nous aujourd'hui la situation des indiens qui se retrouvent sans logement, à qui ont retiré leur passeport, sans moyens de vivre si ce n'est l'aide, la solidarité autour d'eux, des salariés, de la population de Saint-Nazaire, des organisations caritatives. Il y a vraiment d'autres moyens de voir la mondialisation, les échanges entre les hommes, les nations. Il y a d'autres moyens de faire partager l'emploi, la connaissance technologique que ces systèmes d'exploitation.

Nombreux sont ceux qui, au soir du 25 septembre, ont regardé s'éloigner pour ses premiers essais en mer, le plus beau et le plus grand paquebot du monde.

Cette image aussi merveilleuse soit elle, ne pourra masquer l'ignoble marchandage humain dont la construction de ce navire a été témoin.

Abonnez-vous
aux Nouvelles

**10 euros
pour l'année**

Vous recevrez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

Vie sauve pour Amina

Alors qu'elle risquait la mort par lapidation pour "adultère", la solidarité internationale a obligé ses juges à lui rendre la liberté. Cette solidarité s'était fortement manifestée à Saint-Nazaire où, à l'initiative de la Section et plus particulièrement des femmes communistes, plus de 800 signatures ont été recueillies en faveur d'Amina Lawal.

En trois jours, les pétitions ont été signées en centre ville et, avec un vif succès, aux portes de la Cité scolaire et de l'IUT de Saint-Nazaire.

C'est par l'action, une nouvelle fois, que la vie d'un être humain a pu être sauvée.